

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 02/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NICHE FUSED ALUMINA

38 rue des Fondateurs
Arbine
73540 La Bâthie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2023 dans l'établissement NICHE FUSED ALUMINA implanté 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la présentation des éléments de l'exploitant en réponse à l'arrêté préfectoral n° ICPE-2023-032 portant mesures d'urgence prises à titre conservatoire et conditions de reprise de l'activité de production de corindon (alumine électro-fondue).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICHE FUSED ALUMINA
- 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie
- Code AIOT : 0006104344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'Arbine de l'entreprise NICHE FUSED ALUMINA (Noranda Industrial Chemical Fused Alumina) est implantée sur le territoire de la commune de La Bathie sur un terrain pentu et traversé par le cours d'eau Le Bénétant.

Après avoir fabriqué du carbure de calcium à partir de 1895 puis des matériaux abrasifs dès 1905, le site s'est orienté dans la production de corindon blanc dans les années 1920.

Le site est aujourd'hui toujours spécialisé dans la production de corindon blanc par fusion d'alumine. Le corindon blanc est obtenu à partir d'alumine fondue à 2050°C et de fluorure d'aluminium. Après refroidissement, les lingots de corindon blanc sont concassés et broyés en grains. Après divers traitement chimiques ou physiques, les grains sont tamisés afin d'obtenir différentes granulométries selon leur utilisation future, puis séchés et conditionnés. L'alumine est la matière première principale de la production de corindon. Elle est produite à partir de bauxite (minerai rouge riche en alumine) par un fournisseur implanté à Gardanne puis amenée et stockée sur le site de NICHE FUSED ALUMINA.

Le corindon blanc est mis en oeuvre dans divers application tels que les matériaux réfractaires, les parquets stratifiés, les toiles et les papiers de verre, les applications optiques, les matériaux abrasifs, la céramiques, etc.

L'usine d'Arbine produit également dans une quantité moindre du corindon globulaire formé de billes creuses et destinés aux matériaux réfractaires.

Les activités de NICHE FUSED ALUMINA sont régulièrement autorisées, en particulier par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/1996 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté préfectoral n° ICPE-2023-032.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de reprise de l'activité	Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence du 14/04/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments présentés par l'exploitant ont fait l'objet d'un rapport détaillé, document transmis à l'inspection des installations classées le 25/04/2023 et complété entre le 25/04/2023 et le 28/04/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de reprise de l'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence du 14/04/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La reprise de fonctionnement du four 4000 ne pourra intervenir qu'après transmission, au moins 72h en heure ouvrée avant, d'un protocole de redémarrage justifiant l'absence d'impact sur l'environnement, la population et les travailleurs. Ce protocole devra notamment préciser : <ul style="list-style-type: none">• les différentes évaluations et opérations permettant de s'assurer que la quantité de pisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence du 14/04/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>présent dans le four est nulle ou négligeable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les différentes phases de redémarrage et les contrôle inter-phase permettant de s'assurer du bon déroulement des opérations ; • les modalités de mesures d'ambiance, de rejets atmosphériques et aqueux mises en place pour détecter toute dérive laissant penser à une nouvelle émission non contrôlée ; • les modalités de mise en sécurité du four en cas d'anomalie susceptible de provoquer un rejet non-contrôlés ; • les modalités de communication et de mise en sécurité des travailleurs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a organisé le 24/04/2023 une réunion technique sur site en présence de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail, de l'Agence Régionale de Santé et du Service Départemental d'Incendie et de Secours. Cette réunion avait pour objet la présentation des éléments de réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence sus-mentionné.</p> <p>La première partie de la réunion a été l'occasion pour l'exploitant de rappeler la chronologie des événements et d'apporter d'éventuelles précisions sur les sujets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • opérations effectuées dans le cadre de la mise en place du nouveau four et de la première cuisson du pisé; • opérations liés à la gestion des éléments souillés; • analyses en cours suites aux prélèvements AIR effectués par ITGA les 29/03, 05/04 et 20/04 + collecte des effluents liquides par le prestataire CTC le 20/04; • analyses et suivi santé auprès de 30 personnes. <p>Lors de la seconde partie de la réunion, l'exploitant a présenté aux services de l'état le plan d'actions qu'il envisage dans le cadre du redémarrage de son four:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant vise un redémarrage du four le mercredi 03/05 sous réserve de validation des éléments par les services et de la levée de l'arrêté préfectoral; • montée en puissances progressives de l'équipement selon une procédure existante interne; • réalisation de mesures atmosphériques durant 5 jours en temps réel et selon des prélèvements continus (au droit de points fixes autour du four, à l'extérieur du bâtiment et au droit de la cheminée de rejets); • mise en place d'un système de captation des gaz par barbotage dans l'eau; • limitation du nombre de salariés dans le bâtiment pendant la phase de redémarrage; • réorganisation temporaire des ateliers. <p>Les interrogations des services de l'état ont porté sur les sujets suivants: équipements et protection des opérateurs, environnement proche de l'usine et présence d'éventuels établissements sensibles, éléments de communication internes et externes.</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport détaillé le 25/04/2023. Des éléments complémentaires ont été communiqués entre le 25/04/2023 et le 28/04/2023. L'instruction de l'ensemble des éléments transmis a fait l'objet d'un rapport d'instruction dédié le 28/04/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

